

capacité de réussir sur le marché américain. Mais, je vous le demande, est-il sensé d'ouvrir nos frontières au commerce tout en donnant un avantage fiscal à nos concurrents? Serait-ce logique? Ce serait une taxation irresponsable et inéquitable. Ce serait du masochisme.

La taxe sur les produits et les services corrigera les déficiences de l'actuelle taxe de vente. C'est son seul but. C'est une taxe de remplacement, et pas une nouvelle taxe. Elle remplace une taxe qui punit nos exportateurs par une taxe qui met nos exportateurs sur le même pied que leurs concurrents étrangers. Elle remplace une taxe qui avantage les étrangers qui tentent de percer notre marché par une taxe qui leur enlève cet avantage déloyal. Elle remplace une taxe pleine d'échappatoires par une taxe qui sera partagée équitablement et également entre tous les secteurs de l'économie et entre toutes les régions du pays.

Selon le Conference Board du Canada, cette réforme fiscale stimulera la croissance de l'économie canadienne. Étant donné la nature de l'économie de l'Ouest canadien, elle aidera tout particulièrement cette région.

Cela parce que l'Alberta a une économie axée sur l'exportation qui sera débarrassée de l'avantage déloyal donné aux étrangers.

Parce que l'Alberta a une économie basée sur les ressources naturelles dont le secteur primaire n'aura plus à payer une taxe sur le matériel de production alors que les étrangers en sont exemptés.

Et aussi parce que l'Alberta a une économie capitalistique où les gens d'affaires cesseront de payer une taxe sur les biens qu'ils doivent acheter pour fabriquer leurs produits.

Nova Corporation, Bow Valley Resources et Alberta Natural Gas n'auront plus à payer une taxe supplémentaire sur leurs conduits de transport, sur leurs camionnettes ou sur l'énergie qu'elles utilisent pour acheminer leur produit par pipeline ou gazoduc.

Willowglen Systems, Novatel et Myrias Research Corporation n'auront plus à payer une taxe supplémentaire sur leurs matériaux de construction, sur leur matériel de bureau et sur leurs systèmes informatiques.

Canfor, Millar Western et Alberta Newsprint n'auront plus non plus à payer une taxe supplémentaire sur le combustible qu'elles doivent utiliser pour commercialiser leurs produits forestiers.